



OBSERVATOIRE DE LA TURQUIE ET DE SON ENVIRONNEMENT GÉOPOLITIQUE

RAPPROCHEMENT ISRAËL - TURQUIE : QUELS INTÉRÊTS COMMUNS ?

LE POINT DE VUE DE DIDIER BILLION,
DIRECTEUR ADJOINT DE L'IRIS

1^{er} juillet 2016

RAPPROCHEMENT ISRAËL – TURQUIE : QUELS INTÉRÊTS COMMUNS ?

LE POINT DE VUE DE

Didier BILLION / Directeur adjoint de l'IRIS

Un accord synonyme de détente doit être signé entre la Turquie et Israël mercredi 29 juin à Rome. Quelles étaient les raisons de la brouille diplomatique entre les deux pays ? Les modalités de cet accord constituent-elles de réelles avancées ou seulement une réconciliation de façade ?

La raison principale de la tension importante entre l'Etat d'Israël et la Turquie remonte à 6 ans, presque jour pour jour. En mai 2010, une flottille de bateaux – dite « Flottille de la Liberté » - avait été affrétée par des organisations humanitaires turques avec l'objectif de participer à la levée du blocus mis en place à l'encontre de la bande de Gaza par les autorités israéliennes. Cette « Flottille de la Liberté », et notamment son navire amiral le Mavi Marmara, avait été pris pour cible par les commandos de l'armée israélienne qui n'ont pas hésité à attaquer des hommes et des femmes désarmés, transportant du matériel de reconstruction et des produits alimentaires vers la bande de Gaza. La brutalité de l'intervention a été telle que pas moins de 10 victimes, toutes turques et engagées dans l'humanitaire, furent à déplorer. A partir de là, des tensions extrêmement vives ont opposé les deux Etats, qui ont vu leurs relations se dégrader considérablement : de multiples invectives ont jalonné le dialogue entre les deux Etats et les échanges économiques se sont considérablement réduits. Pour autant, il n'y a pas eu de rupture diplomatique formelle, bien que le niveau de représentation diplomatique ait été restreint au niveau du deuxième conseiller de chacune des ambassades.

Depuis ce grave incident, la Turquie avait exprimé trois exigences dont des excuses de la part du gouvernement israélien. C'est chose faite depuis maintenant trois ans, puisque lors d'une visite en Israël, Barack Obama était parvenu à convaincre Benyamin Netanyahu de présenter ses excuses à l'ancien Premier ministre et désormais président turc, Recep Tayyip Erdogan. La deuxième requête, sur laquelle les tractations butaient depuis des mois, voire des années, portait sur l'indemnisation des victimes de cette attaque. Cela vient d'être accepté par les autorités israéliennes qui ont promis de verser 20 millions de dollars aux familles des victimes.

Ankara avait exprimé une dernière revendication : la levée du blocus à l'égard de la bande de Gaza. Sur cette question, les Israéliens sont restés intransigeants. L'accord entre Israël et la Turquie, dont les termes exacts ne sont pas encore publics, doit permettre à quelques navires d'accoster dans un port israélien pour des livraisons de matériel de reconstruction, de produits alimentaires et sanitaires en direction des populations de Gaza. Cela n'équivaut pas pour autant, loin s'en faut, à la levée du blocus mis en place depuis de nombreuses années par les autorités israéliennes. Une divergence de fond est donc maintenue.

Ce rapprochement diplomatique ne constitue pas cependant une réconciliation de façade. La satisfaction de deux requêtes sur trois démontre qu'il y a une réelle volonté commune, tant de la part des Turcs que des Israéliens, de normaliser leurs relations diplomatiques, politiques et économiques.

Benjamin Netanyahu a qualifié « d'immenses » les perspectives économiques offertes par cet accord. Dans quelle mesure les enjeux économiques et énergétiques ont contribué à rapprocher la Turquie et Israël ?

La Turquie est un pays dont l'économie demeure dynamique, avec des taux de croissance positifs oscillant autour de 4 %, bien qu'ils n'atteignent plus les 10 % enregistrés dans les années 2009-2010. Pour soutenir cette économie moderne et, somme toute, relativement efficace au regard de la crise économique internationale, la Turquie a besoin d'hydrocarbures, une énergie qu'elle ne possède pas sur son territoire. C'est donc un enjeu vital du point de vue politique, économique et géostratégique. Il est donc indispensable pour la Turquie de nouer des partenariats avec un ensemble de pays susceptibles de les lui fournir. Les deux principaux pays qui l'alimentent en hydrocarbures sont la Russie – avec qui les relations ont été très tendues depuis que l'armée turque a abattu un avion russe le 24 novembre dernier malgré une volonté toute récente de dépasser cette situation – et l'Iran, dont les ambitions régionales pourraient à moyen terme accroître les jeux de rivalité entre les deux Etats. Les Turcs cherchent donc logiquement à diversifier ses fournisseurs d'hydrocarbures.

La découverte de gisements importants en Méditerranée orientale, qui concerne aussi bien Israël, que le Liban, l'Égypte et Chypre, constitue donc une opportunité pour la Turquie. Incontestablement, l'importance de ces gisements a permis à Israël de devenir un exportateur net d'hydrocarbures et notamment de gaz. Il est clair que le processus de réconciliation entre Tel Aviv et Ankara a donc aussi des racines économiques, dont la fourniture énergétique occupe une place importante. Pour autant, ce n'est pas le seul domaine économique qui pourrait faire l'objet d'échanges. Les Israéliens sont

également performants en matière de hautes technologies, ce dont la Turquie a besoin pour moderniser son économie. Le renouveau des relations économiques prendra certainement différentes formes de partenariats, d'échanges et de contrats communs. Si le qualificatif « d'immense » employé par le Premier ministre israélien participe assurément à un élément de communication, les perspectives d'échanges économiques entre ces deux pays sont indéniables.

Quels intérêts géopolitiques communs ont la Turquie et Israël à renouer des relations diplomatiques plus sereines ?

Il y a toujours eu chez les dirigeants israéliens l'idée d'une « alliance de revers » contre les Etats arabes de la région, notamment avec la Turquie, et, avant la révolution islamique, avec l'Iran. La Turquie reste donc pour Israël un partenaire potentiellement très important. Même si les relations entre Ankara et Tel Aviv ont été entachées de crises diplomatiques, les gouvernements successifs israéliens ont toujours considéré avec un vif intérêt leurs relations avec la Turquie.

Pour leur part, les Turcs sont aujourd'hui dans une situation d'isolement diplomatique relatif, sensiblement lié à leur environnement géopolitique particulièrement conflictuel et contradictoire qui rend difficile l'élaboration d'une politique étrangère stable dans la région. Les dirigeants turcs considèrent donc qu'un rapprochement avec Israël participe à amoindrir cet isolement. Cependant, au regard de la situation régionale, et surtout de la politique israélienne vis-à-vis de la Palestine qui empêche tout dialogue digne de ce nom et qui provoque un fort rejet dans le monde arabe, il n'est pas certain qu'Ankara ait fait un bon calcul. Le réchauffement des relations avec Israël peut donc aussi bien avoir des avantages économiques que des désavantages géopolitiques. Les Turcs se sont engagés dans un jeu de balance délicat et il est probable qu'un certain nombre de pays arabes importants dans la région le leur reprochent.

La réconciliation turco-israélienne s'inscrit dans la volonté de ces deux Etats de peser sur leur environnement géopolitique. Reste à savoir si cette réconciliation est le meilleur moyen, pour chacun d'entre eux, de parvenir à stabiliser leurs relations avec les autres pays de la région. ■

RAPPROCHEMENT ISRAËL – TURQUIE : QUELS INTÉRÊTS COMMUNS ?

LE POINT DE VUE DE

Didier BILLION / Directeur adjoint de l'IRIS

OBSERVATOIRE DE LA TURQUIE ET DE SON ENVIRONNEMENT GÉOPOLITIQUE / 1^{er} juillet 2016

© IRIS

TOUS DROITS RÉSERVÉS

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercœur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org